

BUREAUX : RUE NAIN, 1.

Roubaix, Tourcoing :
Trois mois . . . . . 12 f.
Six mois . . . . . 23
Un an . . . . . 44

L'abonnement continue, sauf avis contraire

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1 ; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place ; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée. A PARIS, chez MM. Havas, Laffite-Bullier et Cie, place de la Bourse, 9 ; A BRUXELLES, A l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT : J. ROUBOUX

Le Nord de la France :
Trois mois . . . . . 13 f.
Six mois . . . . . 26
Un an . . . . . 52

ANNONCES : 15 centimes la ligne.
RÉCLAMES : 25 centimes.
— On traite à forfait. —

ROUBAIX, 15 NOVEMBRE 1870

Voir les dernières nouvelles à la troisième page

Dépêches télégraphiques

Tours, 14 novembre, 2 h. 20 soir.
Le ministre de l'intérieur aux préfets et sous-préfets.
Rien à signaler du côté d'Orléans.
Les Prussiens continuent leurs réquisitions à Sens et dans les villages environnants.
On assure qu'un corps allemand se dirige sur Tonnerre.
Auxonne est sur le point d'être investie.
Dôle a été occupé le 13 novembre, à midi, par les Prussiens.
A La Fère on s'attendait, hier, à l'investissement. Un corps prussien s'avancait de Reims sur Cambrai.
A Saint-Ilmer-le-Bois (Eure), une patrouille prussienne a été surprise par 10 mobiles de l'Ardeche et 10 francs-tireurs de Caen, qui lui ont tué 9 hommes et fait 1 prisonnier.
48 uhlans, entrés le 13 à Nemours, ont été faits prisonniers, dans la nuit, par les gardes-mobiles de Château-Landon joints à des gardes nationaux.

Mézières, 14 novembre.
Préfet des Ardennes à commissaire général à Lille.

Hier, une colonne de 800 hommes a poussé une reconnaissance sur Praël et Hagnon où des francs-tireurs se trouvaient cernés par l'ennemi.

Après une lutte qui a duré jusqu'à 5 heures, les francs-tireurs ont été délogés et nos troupes dont l'entrain et la tenue ont été remarquables, sont rentrées dans Mézières.

Nous avons eu 10 blessés, mais les blessures sont sans gravité.

Le capitaine Dubois, déjà blessé à Sedan, a eu le bras de la cuisse traversé ; sa conduite est digne des plus grands éloges.

Le commandant Verlet qui a mené la sortie avec la plus grande intelligence et la plus énergique décision, estime à une trentaine le nombre des Prussiens mis hors de combat.

Les forces de l'ennemi s'élevaient à douze cents hommes.

Les Prussiens concentrent de nombreuses troupes dans les environs de Mézières.

Les renseignements qui me parviennent font présager une attaque prochaine.

Mézières, 13.

La reddition de Verdun a été amenée par de fausses nouvelles lancées par les Prussiens qui avaient fait croire au commandant que la France avait traité avec l'Allemagne. Verdun avait encore des vivres et des munitions pour tenir plusieurs mois, et à la suite des succès des assiégés, le siège s'était changé en blocus. Le commandant, lorsqu'il a reconnu l'artifice, a voulu se suicider. Les soldats sont exaspérés de cette perfidie.

Les officiers des francs-tireurs de Saint-Quentin, première compagnie, à la tête de leurs hommes, ont arrêté près de Busigny :

1° Un charriot, attelé de deux chevaux, avec un chargement de champagne venant de Reims, à destination de la Prusse.

2° Deux charrettes, attelées de cinq chevaux, chargées de tissus de laine, mérinos, flanelle, venant de Reims, ayant la même destination.

3° A Lagare de Busigny, deux wagons complètement chargés de champagne fin pour la Prusse.

Le tout vient d'arriver à Lille pour être remis entre les mains de l'autorité.

Une dépêche arrivée de Rouen annonce qu'on se bat à Marseille-le-Petit. L'engagement paraît être très sérieux.

Le Siècle, au sujet du succès d'Orléans, nous donne un sage conseil. Pas d'énivrement, dit-il, livrons-nous un instant à la joie légitime que nous donne la brillante entrée en campagne de l'armée de la Loire, mais n'accordons qu'un instant

à cette joie. Nous avons tant à faire encore avant d'avoir achevé la tâche gigantesque qui nous incombe que la reprise d'Orléans, si heureuse qu'elle soit pour nous, est et doit rester peu de chose en comparaison. Donc, plus que jamais, armons-nous de persévérance et de courage et défions-nous des entraînements irréflectifs. Letemps combat pour nous. C'est par notre tenacité plus encore que par la violence de notre élan que nous vaincrons ceux qui ont cessé d'être invincibles. Beaucoup d'énergie et beaucoup de prudence, que cette tactique devienne la nôtre. Ne risquons rien, ne livrons rien à l'aventure. La durée de la résistance épouvantera plus nos ennemis que la grandeur des coups frappés. Conclusion : Jusqu'à ce jour, nous avons fait la guerre en artistes ; le moment est venu de la faire en savants.

Une autre correspondance particulière de Tours nous dit que le nombre des Prussiens faits prisonniers à Orléans, s'élève à 2,500.

Déjà les communications télégraphiques ont repris leur cours réguliers entre Orléans et Tours, et nous croyons savoir, dit notre correspondant, que le gouvernement a reçu plusieurs dépêches de M. Pereira, préfet du Loiret, qui naguère, était prisonnier des Bavares. De même, à dater d'aujourd'hui, sur le chemin de fer, le service des voyageurs et des marchandises est repris de Blois, d'une part, et de Vierzon, de l'autre sur Orléans.

Circulaire de M. de Bismark.

M. de Bismark a adressé, le 4 novembre, une circulaire aux représentants à l'étranger de la Confédération germanique du Nord, au sujet des négociations entamées avec M. Thiers.

Cette circulaire s'exprime ainsi :

« Nous avions espéré qu'un homme d'Etat tel que M. Thiers, dont la position et l'expérience nous sont connues, ayant consenti à reconnaître le gouvernement de Paris, il nous serait possible d'accéder aux propositions qui seraient faites. M. Thiers nous a déclaré qu'au désir exprimé par les puissances neutres à un armistice, malgré les objections qui arrêtaient la conclusion d'un armistice, le roi désirant arriver à un traité de paix, ne demande pas mieux que d'entrer en pourparlers.

Le comte de Bismark offrit donc vingt-cinq ou vingt-huit jours de suspension d'hostilités sur les bases du statu quo militaire. Il proposa de fixer, par une ligne de démarcation, les propositions respectives des deux armées le jour où l'armistice serait signé. Il proposa aussi que les hostilités fussent suspendues pendant quatre semaines et que pendant ce temps, les élections pour une Assemblée nationale et son installation eussent lieu.

Du côté des Français, les seules conséquences de l'armistice auraient été l'abandon par eux de la futile et inexplicable manière avec laquelle ils prodiguaient inutilement leurs munitions d'artillerie en tirant sans cesse de leurs forts. Quant à l'Alsace, le comte de Bismark a déclaré qu'il ne pouvait entrer dans aucune stipulation qui pût être considérée comme mettant en question la possession de ce département par l'Allemagne avant la conclusion de la paix, et que nous ne nous opposerions nullement à ce qu'un député fût élu pour représenter ce département. M. Thiers refusa ces propositions et déclara qu'il ne pouvait consentir à un armistice qu'à la condition qu'il permettrait un fort ravitaillement de Paris. Nous lui demandâmes alors quel équivalent il pouvait offrir pour une telle concession. M. Thiers répondit qu'il n'avait rien que le bon vouloir du gouvernement à faire immédiatement procéder aux élections.

Le roi a été justement surpris devant des prétentions militaires si extravagantes et a été déçu dans les espérances qu'il avait en perspective au sujet des négociations avec M. Thiers.

L'inconcevable demande que nous sacrifions les fruits de tous les efforts que nous avons faits depuis deux mois, des avantages que nous avons remportés et de rétablir les choses dans l'état où elles se trouvaient avant l'investissement de Paris, prouve une fois de plus que dans la capitale française on a cherché des prétextes pour ôter à la nation le pouvoir de se prononcer par le vote.

D'après les vœux exprimés par le comte de Bismark qu'une tentative serait faite pour amener une entente sur d'autres bases, M. Thiers, le 5 novembre, a eu une entrevue avec les membres du gouvernement de Paris pour proposer une courte trêve, ou que les élections seraient organisées sans signer une convention régulière pour la suspension des hostilités. Dans ce cas, le comte de Bismark

promit une libre communication et l'octroi de toutes les facilités compatibles avec la sécurité des armées allemandes. A son retour, M. Thiers me communiqua simplement les instructions qu'il avait reçues de rompre les négociations.

« La manière dont les négociations ont été conduites convainquit le comte de Bismark que ceux qui tiennent actuellement les rênes du pouvoir en France n'ont jamais éprouvé sérieusement le désir de permettre à la voix de la nation française d'être exprimée par une Assemblée législative élue librement, et qu'ils n'ont jamais eu la moindre intention de mener l'armistice à bonne fin. Ils doivent avoir été convaincus de l'impossibilité de voir accepter leurs conditions, qu'ils n'ont soumises qu'en vue de ne pas donner une réponse négative aux puissances neutres dont ils espèrent l'assistance. »

INFORMATIONS ET NOUVELLES

Des réclamations sont parvenues à la Délégation des finances à Tours, au sujet du paiement des rentes sur l'Etat et des pensions.

Le public est informé que les rentes et les pensions inscrites à Paris ou dans un autre département sont payables sur la présentation du titre dans toutes les trésoreries générales et recettes particulières des finances sans exception.

Tours, 10 novembre 1870.
Le Directeur général délégué du Ministre des finances,
DE ROUSSY.

M. Letellier est rétabli dans ses fonctions de procureur de la République près le Tribunal de première instance de Rouen.

M. Vatar, juge au Tribunal de première instance de Rennes, est chargé de l'instruction au même siège, en remplacement de M. Labbé.

L'Echo du Luxembourg dit que des voyageurs arrivés, dimanche, à Arlon annoncent que le bombardement de Thionville a commencé et que la ville est en feu depuis hier.

Le préfet républicain de Strasbourg, qui était prisonnier en Prusse, vient d'être barbarement fusillé ; le dût qu'on lui reprochait, c'était d'avoir cherché à pousser un géolier à faire parvenir une lettre à un des généraux de l'armée française.

Nous n'osons encore croire qu'il s'agisse de M. Valentin, ajoute la Liberté qui reproduit cette nouvelle.

Le Courrier de la Manche reproduit en ces termes, un bruit qui circule depuis quelques jours.

« Nous publions, sous toutes réserves, la nouvelle suivante :

« Il paraîtrait que la flotte française vient de prendre la flotte prussienne, à Jade, dans la mer du Nord.

« Ce fait capital, se serait ainsi passé suivant une correspondance privée : deux frégates françaises, la Surveillante et la Gauloise, auraient été sacrifiées pour subir l'effet des torpilles placées à l'entrée du port.

« Puis, toute notre flotte aurait suivi et aurait pris la marine prussienne d'un seul coup de filet.

« Espérons que cette nouvelle se confirmera. »

L'International dit :

Garibaldi, dont nous avons annoncé le départ de Dôle, a été plus vite encore que nous ne le supposions. Franchissant la Saône probablement sous les murs d'Auxonne, il a su tourner l'armée ennemie qui occupe Dijon, et traversant la Côte-d'Or, il s'est frayé un chemin dans les montagnes si accidentées du Morvan, où il aura un abri impénétrable.

Le Bulletin officiel publie la note suivante :

« Le gouvernement a reçu de Chine des nouvelles favorables. Le télégraphe de Sibirie lui a transmis le résultat de la longue et épineuse négociation poursuivie par notre chargé d'affaires, M. le comte de Rochechouart, pour obtenir la réparation du massacre du Tien-Tsin ; les meurtriers ont été exécutés ; trois mandarins, prévenus de complicité, déportés, et une indemnité a été payée pour les familles des victimes. En outre, une ambassade spéciale est partie, apportant en France les excuses du gouvernement chinois. Ces envoyés voyagent accompagnés d'un des interprètes de notre légation. Ils arriveront à Marseille à la fin de décembre. »

On écrit de Versailles :

« Le roi de Prusse a reçu, il y a quelques jours, une lettre de remerciements de Napoléon III au sujet de la satisfaction accordée au désir qu'il avait exprimé de voir les maréchaux prisonniers internés à Cassel dans son voisinage. En même temps, Napoléon a exprimé un nouveau et assez singulier désir : il voudrait que la garde impériale fût également amenée dans son voisinage. »

Cette demande sera certainement favorablement accueillie. On n'a rien à refuser à

l'homme de Sedan. C'est à lui, qui a ouvert la série des capitulations honteuses, c'est à Bonaparte que l'on réserve la dernière et suprême honte de signer un traité humiliant pour la France. Voilà le secret des prévisions et des craintes que la cour de Berlin témoigne au prisonnier de Wilhelmshöhe et à ses acolytes.

On sait que l'on s'adresserait vainement aux républicains et aux orléanistes pour sanctionner des conditions de paix onéreuses et odieuses. L'homme qui n'a pas reculé devant le massacre et le massacre du 2 décembre pour céder le pouvoir, se dit-on, ne marcherait pas le prix que l'on mettrait à sa restauration.

Tous les habitants de St-Cloud, écrit-on de Versailles, ont été expropriés et amenés ici pour deux motifs : le premier, parce que leurs maisons sont exposées à un feu terrible ; le second, parce qu'il a été découvert qu'ils avaient des moyens de communication avec le fort Valérien au moyen de signaux combinés ingénieusement à l'aide des rideaux, des volets et des stores. Les indications fournies à l'ennemi par ce système étaient si précises, que dès qu'un officier supérieur entrerait dans une maison, cette maison se trouvait convertie en un centre d'attraction pour les obus et autres gracieux projectiles des gros canons du fort.

Les charretiers allemands attachés à l'armée ont adressé une pétition au roi de Prusse pour le supplier de les congédier. Ils représentent qu'on les emploie avec leurs chevaux depuis dix semaines à 600 milles de eux, qu'ils sont éreintés ainsi que leurs chevaux et que leurs travaux d'agriculture sont d'urgence. Ayant échoué en s'adressant aux autorités militaires, ils se sont adressés au Roi en personne.

Le Nouvelliste de Rouen donne les détails suivants sur l'état de l'armée prussienne aux environs de Metz :

« De longues files de chariots remplis de malades et de mourants sillonnent sans cesse nos routes remontant vers l'Allemagne. Ils nous ont repris ceux qu'ils nous avaient confiés et les ont emmenés sans considération pour leur état. Ils nous font l'effet (Dieu le veuille) de ces locataires qui, à l'approche d'un déménagement, font leurs paquets. »

« De plus, les Bavares, qui n'avaient jamais été bien chauds, vont toujours se refroidissant. Des soldats cette tendance a remonté aux officiers. Et maintenant les Wurtembourgeois en font autant et se battent en rechignant.

« Enfin, leur landwehr composée de Prussiens pur sang n'est nullement belliqueuse. Ils n'ont marché depuis Strasbourg que sous la menace de leurs canons, et maintenant la fatigue et la maladie se joignent au mauvais vouloir, on n'en peut rien tirer, si ce n'est des malédictions pour le roi et pour son ministre.

« Somme toute, de tous ces soldats que nous avons vus, logés, nourris, les plus belliqueux voulaient bien entrer dans Paris, mais le prendre jamais.

« La trahison, la révolte ou la famine, voilà leurs moyens de triomphe. Quand à la lutte loyale, à armes égales, elle n'est pas faite pour eux.

« Espérons qu'on ne leur laissera pas le temps d'en arriver là. »

On lit dans Paris Journal : « M. D. . . agent de change, vient de proposer au syndicat des agents de change la mesure suivante :

« Après la guerre, tout agent de change qui fera une affaire pour le compte d'une maison de banque prussienne sera condamné à une amende de 100,000 francs. »

Une lettre particulière de San-Francisco (Californie), contient des détails intéressants sur les faits qui se sont passés dans la capitale de la Californie dans les premiers jours du mois d'octobre.

Aussitôt qu'on eut connaissance des douloureuses épreuves qui venaient d'assailir la mère-patrie, les dames de San-Francisco organisèrent une foire nationale au profit des familles et des blessés de l'armée française.

Cette foire, dirigée par un comité de sept dames, sous la présidence de Mme Marie Emé, a duré depuis le 2 jusqu'au 7 octobre.

Le nombre des objets donnés par toutes les classes de la société dépassait plusieurs millions. Il y avait de tout : des tapis, des bijoux d'or et d'argent, des diamants, des dentelles, des objets d'art d'une grande valeur, entre autres un mouchoir brodé en cheveux blonds par Mme C. . . (vendu pour la modeste somme de 600 dollars) et une magnifique canne historique à pomme d'or massif, faite avec le bois du navire Cadmus, qui transporta Lafayette se rendant à New-York à l'appel du peuple américain.

Le total de la recette a produit la somme de 70,647 dollars ! Ce chiffre est plus éloquent que les phrases les plus belles, et il est peu d'exemples d'une si noble manifestation enfantée par le patriotisme et qui prouve mieux de quels sentiments généreux sont

animés les Français à l'étranger. On dirait que leur amour pour leur patrie malheureuse s'augmente chez ces grands cœurs de la distance qui les sépare du pays natal et du temps qu'ils l'ont quitté.

Pour récompenser les dames françaises et les jeunes Américaines qui avaient coopéré au succès de notre œuvre patriotique, M. Pioche — un Peabody californien dont la richesse et surtout la bienfaisance sont inépuisables — a consacré une somme de 100,000 francs pour acheter divers objets exposés à la foire, et chaque dame a reçu un billet gagnant un lot d'une valeur considérable.

Non content de cela, M. Pioche a organisé un comité d'hommes qui, dans l'espace de quelques heures, a réuni une somme de 12,000 dollars, dont l'envoi a été effectué immédiatement au gouvernement de la défense nationale.

Avis de ce premier envoi — qui sera continué de semaine en semaine, suivant la promesse des souscripteurs — a été donné à M. Gambetta par le télégramme suivant, daté de San-Francisco, le 7 octobre 1870 :

« L'énergie peut sauver la France. — Recevez un envoi de 60,000 fr. pour la défense de la patrie. — A bientôt d'autres sommes.

« Vive la France !

« Les Français de Californie. »

LES PRUSSIENS DANS L'EUROPE

Nous empruntons au journal l'Europe, les détails qui suivent :

« Sur la rive gauche, l'ennemi envoie chaque jour des éclaireurs vers les limites de notre département, plutôt pour vérifier si l'on fait toujours bonne garde que pour tenter un coup de main. Ainsi, hier, quelques cavaliers prussiens sont venus de Rouvres vers Ezy.

« Mais ils se sont tenus à une grande distance de nos troupes et sont repartis immédiatement, s'estimant sans doute bien heureux de ne pas avoir rencontré, dans un coin de leur route, quelques-uns de ces diables-à-queue que l'on appelle francs-tireurs. Quelques-uns des leurs, qui s'étaient avancés dans les environs de Dreux, n'ont pas eu cette chance. Ils ont eu le malheur de se trouver sur le même chemin que les francs-tireurs de l'armée qui, appuyés des francs-tireurs de l'Angle, les ont salués d'une formidable décharge et leur ont tué dix hommes.

« De leur côté, les paysans se familiarisent avec la vue des cavaliers prussiens, à tel point que l'idée leur est venue de leur tirer dessus. Aujourd'hui sur toute la ligne occupée par nos troupes, ils ne se gênent plus pour faire le coup de feu, lorsqu'un uhlans se présente à eux dans de bonnes conditions, sûrs qu'ils sont d'ailleurs d'être soutenus et appuyés par nos soldats.

« Combien nous regrettons que la rive droite ne nous présente pas un tel spectacle ! Sur ce point, dans cet infortuné arrondissement des Andelys, les atrocités prussiennes se multiplient. Après avoir livré aux flammes les maisons d'habitants paisibles, après avoir tué des vieillards, inoffensifs, voici que les Prussiens tournent leur rage contre des personnes que leur caractère rend inviolables et sacrées dans toutes les nations civilisées, contre des prêtres. Ils ont tué M. le curé d'Hébecourt.

« Après l'assassinat, viennent les rapines. Hier, ils ont enlevé à M. Hébert, de Villiers-en-Vexin, 60 sacs d'avoine, 500 bottes de foin, 2 voitures de paille, 2 vaches et 12 moutons.

« Voilà les atrocités que commettaient hier les soldats du roi Guillaume et qu'ils renouvelleront demain ! Voilà la tâche quotidienne que se sont imposés 3,000 Prussiens, qui, de Gisors, se répandent dans le pays par petits détachements, sans rencontrer de résistance sérieuse.

« Pendant ce temps, nos troupes repliées dans la vallée d'Andelle attendent patiemment et prudemment que l'ennemi vienne les forcer dans leur retranchement, ce à quoi celui-ci paraît médiocrement tenir. A quel bon, en effet, puisque la partie de l'arrondissement des Andelys qui lui a été abandonnée, n'est pas encore complètement dévastée ? »

La Tages Presse, de Francfort-sur-le-Mein, publie un article qu'il importe de reproduire, parce qu'il confirme les informations que nos correspondants d'Allemagne nous ont fréquemment apportées depuis un certain temps :

« C'est avec une indignation croissante que nous avons lu aujourd'hui les affirmations mensongères concernant la disposition des esprits, qui règne, dit-on, en Allemagne. Les faiseurs de nouvelles poussent maintenant l'insolence jusqu'à assurer que nous avons autant soif de sang que les Prussiens ; et que, comme eux, nous nous courbons devant celui dont l'audacieuse astuce ne recède pas un instant.

« Le moment est venu enfin d'élever la voix au nom de la vérité, si indignement défigurée. Nous l'avons vu : longtemps nous avons été égarés nous-mêmes par rapport aux vrais auteurs de la guerre actuelle, et c'est avec empressement que nous avons en-